

LE DRAME DU RWANDA

La France cède

Lancée le 23 juin dernier pour donner un coup d'arrêt au génocide, l'opération Turquoise a officiellement pris fin hier avec le retrait du dernier soldat français du Rwanda. Pour le général Lafourcade, commandant en chef de cette opération « strictement humanitaire », la France a parfaitement rempli sa mission, même si le conflit n'est pas résolu, comme le souligne le docteur Philippe Biberson, président de Médecins sans frontières. Quelques deux mille casques bleus africains prennent la relève des Français alors que le Zaïre hésite à rouvrir ses frontières.

« Il n'y a plus un militaire français dans la zone humanitaire sûre depuis dimanche 13 h 52. » Deux mois après le début de l'opération Turquoise, la France a retiré hier comme prévu l'ensemble de ses troupes au Rwanda — même si un contingent de 450 hommes sera provisoirement maintenu sur la base de Goma, au Zaïre voisin — et a passé le relais aux casques bleus de la Minuar 2 (Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda) dont les effectifs devraient s'élever à terme à 5 500 hommes.

Pour l'heure, quelque 2 000 hommes ont déjà pris la relève des soldats français. Ce sont exclusivement des Africains Ethiopiens, Ghanéens, Sénégalais, Guinéens, Congolais, Nigériens et Tchadiens.

Le lieutenant colonel de la légion Jacques Hogart, qui commandait le secteur de Cyangugu dans la « zone humanitaire sûre » créée par la France le 4 juillet dans le sud-ouest du Rwanda, a été le dernier à quitter le territoire après avoir cédé le contrôle de la zone au colonel éthiopien Tadele Gebreabraham. Les casques français qui flottaient au côté de dizaines rwandais avaient été amenés à 11 heures précises lors d'une cérémonie à laquelle assistait le général Jean-Claude Lafourcade, commandant en chef de l'opération Turquoise, qui devait aussitôt repartir par hélicoptère vers son Q.G. de Goma, au Zaïre.

Cent cinquante légionnaires du 2^e régiment étranger d'infanterie de Nîmes devaient



qu岸 à s'écarter Cyangugu par la route, afin rwandais, pour gagner Bukuru, où ils ont été salués de la main par les parachutistes saoups chargés depuis samedi d'empêcher de nouveaux effluents de traverser la frontière. « Il n'y a que les Bleus qui passent », plaisantait même un soldat saoups.

Des tracts appellent les Rwandais à renoncer

Dans la matinée, ces mêmes soldats saoups avaient tiré en l'air à trois reprises et donné du bâton et du haut pour refouler les centaines de Rwandais tentant de passer en force la frontière par le pont de Rutosi 1, officiellement fermé. Confrontés de se copier, des hommes ont brandi leurs machettes et certains jeunes ont

empoussié tout ce qui leur tombait sous la main pour frapper les Zaïrois, qui semblaient coup pour coup.

Dans la soirée, cependant, un pont de passage était provisoirement ouvert à Rutosi 2, un peu plus au sud, permettant à un certain nombre de Rwandais de se rendre au Zaïre. En accord avec les nouvelles autorités de Kigali, dominées par les partisans du Front patriotique rwandais (F.P.R.), la Minuar 2, dont les hommes viennent de prendre la relève des soldats de Turquoise, a quant à elle largué samedi plus de 200 000 tracts au-dessus des camps de réfugiés au Zaïre et dans la « zone française », dans le sud-ouest du Rwanda, appelant tous les Rwandais à rentrer chez eux. Un appel qui aura dû mal à être entendu, tant demeure grande la peur

d'un peuple qui veut de garder plus d'un demi-million des siens.



L'Ango retrouve son sauveur

Le lieutenant Da Silva accueillera bientôt en France le petit enfant rwandais qu'il avait sauvé in extremis au milieu du bord d'une fosse commune.

Alors qu'il allait être enterré parmi les autres cadavres ramassés le long des routes par les soldats français dans leur tâche ingrate, le lieutenant de la Légion étrangère Da Silva a eu un moment d'humanité devant le corps de cet enfant. Il l'a sauvé. Le lieutenant est descendu les mains dans la fosse pour se pencher sur le petit garçon au milieu des cadavres, plutôt que mort. Miracle. Comme par les soins des infirmiers, l'enfant avait attendu le lieutenant Da Silva.

Il l'a dressé et réglé l'Ango. Puis, devant de ne pas s'en séparer, le légionnaire a réajusté à son épouse pour lui demander son avis afin de l'adopter. Celle-ci a naturellement accepté. Plus et même dans un pays sous-administré où les problèmes de Goma, au Zaïre, l'enfant rwandais devra arriver en France dès que les formalités administratives en cours seront réglées. Cet ange qui vient de lui à travers une nouvelle famille.

R.B.

Dr Biberson : « L'opération Turquoise n'a rien réglé »

PRÉSIDENT de Médecins sans frontières, qui dispose de plus de trois cents volontaires sur place, le docteur Philippe Biberson rentre du Rwanda où il vient de passer trois semaines.



(Photo A.F.P.)

— A l'heure où l'opération Turquoise s'achève, comment jugez-vous l'action de la France ?

Philippe Biberson. — Elle a été à la fois positive et négative. M.S.F. avait demandé une intervention armée internationale en expliquant qu'on n'arrête pas un génocide avec des médecins. Cette intervention a notamment permis de mettre à l'abri des populations menacées, Tutsis et Hutus modérés, et de donner un coup d'arrêt à l'achèvement du génocide. On peut estimer que les 12 000 à 13 000 personnes actuellement au camp de Ngaruhishi ont ainsi eu la vie sauve.

— Mais vous voyez aussi des aspects négatifs ?

— L'opération Turquoise n'a pas résolu le problème de fond : il fallait mettre hors d'état de nuire le reste des Forces armées rwandaises (F.A.R.) et cela n'a pas été fait. Certes, on ne peut pas le reprocher à la France puisque le mandat donné par l'O.N.U. n'était pas celui-là et qu'elle devait agir « en toute neutralité ». Mais il faut dénoncer la lâcheté et l'irresponsabilité du Conseil de sécurité et de la communauté internationale car, rien n'étant réglé sur le plan humanitaire comme sur le

plan politique, il est évident que ce conflit va se propager dans le Kivu et au Burundi.

— Les troupes françaises, selon vous, laissent derrière elles un chaos ?

— S'il y a eu une neutralisation militaire de la « zone humanitaire » française, la propagande en revanche n'a pas été neutralisée et de nombreuses infiltrations des F.A.R. des milices mais aussi du Front patriotique rwandais (F.P.R.) ont eu lieu. La guerre s'y est donc poursuivie de façon torpide. Il est clair que les messages de terreur sur les populations passaient et que la date du retrait français a été utilisée par les F.A.R. notamment pour pousser la population à fuir le pays : si vous n'avez pas quitté cette zone avant le retrait des Français, vous allez tomber entre les mains du F.P.R. qui va vous massacrer et, nous, on vous considérera comme des traîtres.

— Ce qu'on n'a pas fait suffisamment, c'est de préparer une véritable alternative à la présence française durant ces quinze derniers jours pour développer non seulement les forces de la Minuar-2 qui se sont mises en place,

mais aussi une présence internationale plus importante avec des témoins et des observateurs des droits de l'homme. Le Rwanda est aujourd'hui un pays sous-administré où tous les problèmes vont se régler à la machine, sans témoins.

— Le Zaïre avait fermé samedi sa frontière, que pensez-vous de cette mesure ?

— Ce n'est pas vraiment une surprise car il faut réaliser à quel point la situation est explosive au Zaïre, du fait du passage de plusieurs centaines de milliers de réfugiés et du passage également des F.A.R. qui, en apparence, ont été désarmés mais ne sont pas défaits pour autant. Elles gardent leur emprise sur les populations, ce qui crée de sérieux problèmes de sécurité. Ce qu'il faut craindre, c'est que cette fermeture ne provoque encore davantage de tensions si jamais les réfugiés tentaient de forcer le passage et étaient refoulés militairement. Au Rwanda même, des dizaines de milliers de personnes restent à assister.

Propos recueillis par Bruno Fanucchi